

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

## SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2024/004586]

**8 FEVRIER 2024. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 mai 2004 portant exécution du décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants régionaux en faveur des petites ou moyennes entreprises**

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants régionaux en faveur des petites ou moyennes entreprises, les articles 6, alinéa 1<sup>er</sup>, 19, alinéa 1<sup>er</sup>, et 23, alinéa 1<sup>er</sup> ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 mai 2004 portant exécution du décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants régionaux en faveur des petites ou moyennes entreprises ;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 14 décembre 2023 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 20 décembre 2023 ;

Vu le rapport du 13 décembre 2023 établi conformément à l'article 3, 2<sup>o</sup>, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales ;

Vu la demande d'avis au Conseil d'État dans un délai de 30 jours, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Considérant que la demande d'avis a été inscrite le 22 décembre 2023 au rôle de la section de législation du Conseil d'État sous le numéro 75.206/2 ;

Vu la décision de la section de législation du 22 décembre 2023 de ne pas donner d'avis dans le délai demandé, en application de l'article 84, § 5, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Considérant le Règlement (UE) 2021/1060 du Parlement européen et du Conseil du 24 juin 2021 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen plus, au Fonds de cohésion, au Fonds pour une transition juste et au Fonds européen pour les affaires maritimes, la pêche et l'aquaculture, et établissant les règles financières applicables à ces Fonds et au Fonds " Asile, migration et intégration », au Fonds pour la sécurité intérieure et à l'instrument de soutien financier à la gestion des frontières et à la politique des visas ;

Considérant le Règlement (UE) 2021/1058 du Parlement européen et du Conseil du 24 juin 2021 relatif au Fonds européen de développement régional et au Fonds de cohésion ;

Considérant le Règlement (UE) 2021/1056 du Parlement européen et du Conseil du 24 juin 2021 établissant le Fonds pour une transition juste ;

Considérant la décision C (2022)9908 de la Commission du 19 décembre 2022, approuvant le programme FEDER/FTJ Wallonie 2021-2027 ;

Considérant l'approbation par le Gouvernement wallon le 6 juillet 2023 du complément de programmation FEDER/FTJ 2021-2027 pour les mesures relatives au Fonds pour une transition juste ;

Sur la proposition du Ministre de l'Économie ;

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** A l'article 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 mai 2004 portant exécution du décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants régionaux en faveur des petites ou moyennes entreprises, modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement wallon du 5 avril 2023, les modifications suivantes sont apportées :

1<sup>o</sup> le 24<sup>o</sup> est remplacé par ce qui suit :

« 24<sup>o</sup> le complément de programmation FEDER /FTJ Wallonie 2021-2027 » : la mise en œuvre de la mesure 4 « Aide à l'Investissement » ou de la mesure 19 « Régime d'aides aux investissements productifs des PME conduisant à leur diversification, leur modernisation et leur reconversion économiques » du complément de programmation du programme FEDER/FTJ Wallonie 2021-2027 ; » ;

2<sup>o</sup> l'alinéa est complété par un 3<sup>o</sup> rédigé comme suit :

« 3<sup>o</sup> l'évaluation DNSH » : l'analyse qui détermine que le projet n'a pas d'impact négatif significatif sur l'environnement ou sur la société. ».

**Art. 2.** A l'article 2*bis*, du même arrêté, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 janvier 2008 et modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement wallon du 5 avril 2023, les modifications suivantes sont apportées :

1<sup>o</sup> dans la phrase liminaire des paragraphes 1<sup>er</sup>, 2 et 3, les mots « programmation F.E.D.E.R. » sont chaque fois remplacés par les mots « programmation FEDER/FTJ » ;

2<sup>o</sup> les paragraphes 1<sup>er</sup> et 2 sont complétés par un 5<sup>o</sup> rédigé comme suit :

« 5<sup>o</sup> dispose d'une évaluation DNSH via un formulaire déterminé par l'administration ou a réalisé une évaluation DNSH comparable pour le programme d'investissements concerné suivant les modalités prévues au paragraphe 4/1. » ;

3<sup>o</sup> il est inséré un paragraphe 4/1 rédigé comme suit :

« § 4/1. Pour l'application du paragraphe 1<sup>er</sup>, 5<sup>o</sup> et du paragraphes 2, 5<sup>o</sup>, le formulaire d'évaluation DNSH contient les informations qui permettent de déterminer que le projet ne cause pas directement ou indirectement de préjudice important aux objectifs environnementaux suivants définis par l'Union Européenne :

1<sup>o</sup> l'atténuation du changement climatique ;

2<sup>o</sup> l'adaptation au changement climatique ;

3<sup>o</sup> l'utilisation durable et la protection des ressources aquatiques et marines ;

4<sup>o</sup> la transition vers une économie circulaire, en ce compris la prévention des déchets et le recyclage ;

5<sup>o</sup> la prévention et réduction de la pollution ;

6° la protection et restauration de la biodiversité et des écosystèmes.

Le Ministre peut préciser les objectifs environnementaux qui font l'objet d'une évaluation DNSH visés à l'alinéa 1<sup>er</sup>. ».

**Art. 3.** Dans le même arrêté, il est inséré un article 2<sup>quater</sup> rédigé comme suit :

« Art. 2<sup>quater</sup>. § 1<sup>er</sup>. Le Ministre ou le fonctionnaire délégué peut octroyer une prime à l'investissement financée à soixante pour cent à charge du budget de la Région wallonne et à quarante pour cent à charge du FEDER dans le cadre du complément de programmation FEDER/FTJ Wallonie 2021-2027 mesure 19 à la moyenne entreprise qui, outre les conditions visées à l'article 2, remplit les conditions suivantes :

1° a un siège d'exploitation qui se situe dans les arrondissements de Charleroi, Mons ou Tournai ;

2° maintient l'emploi ;

3° relève du secteur de l'industrie manufacturière ;

4° réalise un programme d'investissement d'un minimum de 100.000 euros qui vise principalement la réduction de l'empreinte carbone via une utilisation plus rationnelle de l'énergie ou la réduction de l'impact environnemental de la production via l'utilisation des meilleures techniques environnementales disponibles ;

5° dispose d'une évaluation DNSH via un formulaire déterminé par l'administration ou avoir réalisé une évaluation DNSH comparable pour le programme d'investissements concerné suivant les modalités prévues à l'article 2<sup>bis</sup>, § 4/1.

§ 2. Le Ministre ou le fonctionnaire délégué peut octroyer une prime à l'investissement financée à soixante pour cent à charge du budget de la Région wallonne et à quarante pour cent à charge du FEDER., dans le cadre du complément de programmation FEDER /FTJ Wallonie 2021-2027 mesure 19 à la petite entreprise qui, outre les conditions visées à l'article 2, remplit les conditions suivantes :

1° a un siège d'exploitation qui se situe dans les arrondissements de Charleroi, Mons ou Tournai ;

2° maintient l'emploi ;

3° relève du secteur de l'industrie manufacturière ;

4° réalise un programme d'investissement d'un minimum de 100.000 euros qui vise principalement la réduction de l'empreinte carbone via une utilisation plus rationnelle de l'énergie ou la réduction de l'impact environnemental de la production via l'utilisation des meilleures techniques environnementales disponibles ;

5° dispose d'une évaluation DNSH via un formulaire déterminé par l'administration ou avoir réalisé une évaluation DNSH comparable pour le programme d'investissements concerné suivant les modalités prévues à l'article 2<sup>bis</sup>, § 4/1.

§ 3 Les zones éligibles dans les arrondissements de Charleroi, Mons ou Tournai visées aux paragraphes 1<sup>er</sup>, 1°, et 2, 1°, sont :

1° dans l'arrondissement de Charleroi :

a) Aiseau-Presles ;

b) Chapelle-lez-Herlaimont ;

c) Charleroi ;

d) Châtelet ;

e) Courcelles ;

f) Farciennes ;

g) Fleurus ;

h) Fontaine-l'Évêque ;

i) Gerpinnes ;

j) Les Bons Villers ;

k) Manage ;

l) Montigny-le-Tilleul ;

m) Pont-à-Celles ;

n) Seneffe ;

2° dans l'arrondissement de Mons :

a) Boussu ;

b) Colfontaine ;

c) Dour ;

d) Frameries ;

e) Hensies ;

f) Honnelles ;

g) Jurbise ;

h) Lens ;

i) Mons ;

j) Quaregnon ;

k) Quévy ;

l) Quiévrain ;

m) Saint-Ghislain ;

3° dans l'arrondissement de Tournai :

- a) Antoing ;
- b) Brunehaut ;
- c) Celles ;
- d) Estaimpuis ;
- e) Leuze-en-Hainaut ;
- f) Mont-de-l'Enclus ;
- g) Pecq ;
- h) Péruwelz ;
- i) Rumes ;
- j) Tournai.

§ 4. Pour l'application des paragraphes 1<sup>er</sup>, 3°, et 2, 3°, l'on entend par « le secteur de l'industrie manufacturière », la transformation physique ou chimique de matériaux, substances ou composants en nouveaux produits finis ou semi-finis.

§ 5. L'investissement relatif à l'acquisition de terrain est admis à concurrence de dix pour cent du programme d'investissements admis pour l'entreprise qui réalise l'investissement dans le cadre du complément de programmation FEDER/FTJ Wallonie 2021-2027 mesure 19.

§ 6. Le Ministre peut préciser les conditions et les critères qui figurent aux paragraphes 1<sup>er</sup> et 2 pour assurer la cohérence avec les politiques régionales menées par le Gouvernement wallon. ».

**Art. 4.** Dans l'article 6, § 1<sup>er</sup>, alinéa 5, du même arrêté, modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement wallon du 5 avril 2023, les mots « programmation F.E.D.E.R. » sont remplacés par les mots « programmation FEDER/FTJ ».

**Art. 5.** Dans l'article 10*bis*, du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 5 avril 2023, la phrase liminaire aux paragraphes 1<sup>er</sup> et 2, les mots « programmation F.E.D.E.R. » sont chaque fois remplacés par les mots « programmation FEDER/FTJ ».

**Art. 6.** Dans le même arrêté, il est inséré un article 10*ter* rédigé comme suit :

« Art. 10*ter*. § 1<sup>er</sup>. Par dérogation aux articles 8 et 9, le montant de la prime à l'investissement visée à l'article 2*quater*, § 1<sup>er</sup>, octroyée à la moyenne entreprise visée à l'article 2*quater*, § 1<sup>er</sup>, et relative au complément de programmation FEDER-FTJ Wallonie 2021-2027, est déterminé, conformément aux plafonds d'intervention en zones de développement et hors zone de développement visés à l'article 3 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 1<sup>er</sup> décembre 2022, selon les taux suivants :

1° vingt pour cent du programme d'investissement admis si la moyenne entreprise remplit les critères visés à l'article 2*quater*, § 1<sup>er</sup>, et si elle est située en zone de développement ;

2° dix pour cent du programme d'investissement admis si la moyenne entreprise remplit les critères visés à l'article 2*quater*, § 1<sup>er</sup>, et si elle est située hors zone de développement.

§ 2. Par dérogation aux articles 8 et 9, le montant de la prime à l'investissement visée à l'article 2*quater*, § 2, octroyée à la petite entreprise visée à l'article 2*quater*, § 2, et relative au complément de programmation FEDER-FTJ Wallonie 2021-2027, est déterminé, conformément aux plafonds d'intervention en zones de développement ou hors zone de développement visés à l'article 3 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 1<sup>er</sup> décembre 2022, selon les taux suivants :

1° vingt-cinq pour cent du programme d'investissement admis si la petite entreprise remplit les critères visés à l'article 2*quater*, § 2 et si elle est située en zone de développement ;

2° vingt pour cent du programme d'investissement admis si la petite entreprise remplit les critères visés à l'article 2*quater*, § 2 et si elle est située hors zone de développement. ».

**Art. 7.** A l'article 17*bis*, du même arrêté, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 janvier 2008 et modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 5 avril 2023, les modifications suivantes sont apportées :

1° aux paragraphes 1<sup>er</sup> et 2, dans la phrase liminaire, les mots, « et à l'article 2 *quater*, §§ 1<sup>er</sup> ou 2, » sont chaque fois insérés entre les mots « l'article 2*bis*, §§ 1<sup>er</sup>, 2 ou 3, » et les mots « qui bénéficie » ;

2° aux paragraphes 1<sup>er</sup> et 2, dans la phrase liminaire, les mots, « ou à l'article 10*ter*, § 1<sup>er</sup> ou 2, » sont chaque fois insérés entre les mots « l'article 10*bis*, § 1<sup>er</sup>, 2 ou 3, » et les mots « et qui réalise ».

**Art. 8.** Dans l'article 17*ter*, § 5, du même arrêté inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 janvier 2008 et modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement wallon du 5 avril 2023, les mots, « ou à l'article 2*quater*, §§ 1<sup>er</sup> ou 2, 4°, » sont insérés entre les mots « ou au § 3, 1° à 5°, » et les mots « s'écarte de la finalité ».

**Art. 9.** Dans le même arrêté, il est inséré un article 17*quater* rédigé comme suit :

« Art. 17*quater*. § 1<sup>er</sup>. En ce qui concerne la moyenne entreprise ou la petite entreprise, visée à l'article 2*quater*, §§ 1<sup>er</sup> ou 2, qui bénéficie de la prime à l'investissement visée à l'article 10*ter*, §§ 1<sup>er</sup> ou 2, et qui réalise un programme d'investissements admis d'un montant inférieur à un 1.000.000 d'euros, la liquidation de la prime à l'investissement s'effectue en deux tranches comme suit :

1° une première tranche représentant quarante pour cent du montant de la prime à l'investissement si la moyenne entreprise ou la petite entreprise produit la preuve qu'elle a réalisé et payé au moins quarante pour cent du programme d'investissements admis ;

2° une dernière tranche représentant le solde de la prime à l'investissement si la moyenne entreprise ou la petite entreprise produit la preuve qu'elle a réalisé et payé la totalité du programme d'investissements admis.

§ 2. En ce qui concerne la moyenne entreprise ou la petite entreprise, visée à l'article 2<sup>quater</sup>, §§ 1<sup>er</sup> ou 2, qui bénéficie de la prime à l'investissement visée à l'article 10<sup>ter</sup>, §§ 1<sup>er</sup> ou 2, et qui réalise un programme d'investissements admis d'un montant d'1.000.000 d'euros et plus, la liquidation de la prime à l'investissement s'effectue en trois tranches comme suit :

1° une première tranche représentant quarante pour cent du montant de la prime à l'investissement si la moyenne entreprise ou la petite entreprise produit la preuve qu'elle a réalisé et payé au moins quarante pour cent du programme d'investissements admis ;

2° une deuxième tranche représentant trente pour cent du montant de la prime à l'investissement si la moyenne entreprise ou la petite entreprise produit la preuve qu'elle a réalisé et payé au moins septante pour cent du programme d'investissements admis ;

3° une dernière tranche représentant le solde de la prime à l'investissement si la moyenne entreprise ou la petite entreprise produit la preuve qu'elle a réalisé et payé la totalité du programme d'investissements admis.

§ 3. Par dérogation à l'article 17, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, la liquidation de chaque tranche de la prime à l'investissement visée aux paragraphes 1<sup>er</sup> ou 2 est subordonnée au respect des formalités visées à l'article 16, alinéa 1<sup>er</sup>. ».

**Art. 10.** Le Ministre qui a l'économie dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 8 février 2024.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,  
E. DI RUPO

Le Ministre de l'Économie, du Commerce extérieur, de la Recherche et de l'Innovation, du Numérique,  
de l'Aménagement du territoire, de l'Agriculture, de l'IFAPME et des Centres de compétences,  
W. BORSUS

#### ÜBERSETZUNG

#### ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[C – 2024/004586]

#### 8. FEBRUAR 2024 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 6. Mai 2004 zur Ausführung des Dekrets vom 11. März 2004 über die regionalen Anreize für Klein- oder Mittelbetriebe

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 11. März 2004 über die regionalen Anreize für Klein- oder Mittelbetriebe, Artikel 6 Absatz 1, Artikel 19 Absatz 1 und Artikel 23 Absatz 1;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 6. Mai 2004 zur Ausführung des Dekrets vom 11. März 2004 über die regionalen Anreize für Klein- oder Mittelbetriebe;

Aufgrund der am 14. Dezember 2023 abgegebenen Stellungnahme der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 20. Dezember 2023 gegebenen Einverständnisses des Ministers für Haushalt;

Aufgrund des Berichts vom 13. Dezember 2023, aufgestellt in Übereinstimmung mit Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben;

Aufgrund des an den Staatsrat gerichteten Antrags auf Abgabe eines Gutachtens innerhalb einer Frist von 30 Tagen, in Anwendung von Artikel 84 § 1 Absatz 1 Ziffer 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat;

In der Erwägung, dass der Antrag auf ein Gutachten am 22. Dezember 2023 unter der Nummer 75.206/2 in die Liste der Gesetzgebungsabteilung des Staatsrats eingetragen wurde;

Aufgrund des Beschlusses der Gesetzgebungsabteilung vom 22. Dezember 2023, gemäß Artikel 84 § 5 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat keine Stellungnahme innerhalb der erbetenen Frist abzugeben;

In Erwägung der Verordnung (EU) 2021/1060 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 24. Juni 2021 mit gemeinsamen Bestimmungen für den Europäischen Fonds für regionale Entwicklung, den Europäischen Sozialfonds Plus, den Kohäsionsfonds, den Fonds für einen gerechten Übergang und den Europäischen Meeres-, Fischerei- und Aquakulturfonds sowie mit Haushaltsvorschriften für diese Fonds und für den Asyl-, Migrations- und Integrationsfonds, den Fonds für die innere Sicherheit und das Instrument für finanzielle Hilfe im Bereich Grenzverwaltung und Visumpolitik;

In Erwägung der Verordnung (EU) 2021/1058 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 24. Juni 2021 über den Europäischen Fonds für regionale Entwicklung und den Kohäsionsfonds;

In Erwägung der Verordnung (EU) 2021/1056 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 24. Juni 2021 zur Einrichtung des Fonds für einen gerechten Übergang;

In Erwägung der Entscheidung C (2022)9908 der Kommission vom 19. Dezember 2022, mit der das Programm EFRE/JTF Wallonie 2021-2027 genehmigt wurde;

In Erwägung der Genehmigung durch die Wallonische Regierung am 6. Juli 2023 der Ergänzung zur Programmplanung EFRE/JTF 2021-2027 für die Maßnahmen im Zusammenhang mit dem Fonds für einen gerechten Übergang;

Auf Vorschlag des Ministers für Wirtschaft;

Nach Beratung,

Beschließt:

**Artikel 1** - In Artikel 1 Absatz 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 6. Mai 2004 zur Ausführung des Dekrets vom 11. März 2004 über die regionalen Anreize für Klein- oder Mittelbetriebe, zuletzt abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 5. April 2023, werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° Ziffer 24 wird durch Folgendes ersetzt:

24° die "Ergänzung zur Programmplanung EFRE/JTF Wallonie 2021-2027": die Umsetzung der Maßnahme 4 "Investitionsbeihilfe" oder der Maßnahme 19 "Beihilferegelung für produktive Investitionen von KMU, die zu ihrer wirtschaftlichen Diversifizierung, Modernisierung und Umstellung führen" der Ergänzung zur Programmplanung des Programms EFRE/JTF Wallonie 2021-2027 ;";

2° der Absatz wird durch eine Ziffer 30 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"30° die "DNSH-Bewertung": die Analyse, die feststellt, dass das Projekt keine erheblichen negativen Auswirkungen auf die Umwelt oder die Gesellschaft hat."

**Art. 2.** In Artikel *2bis* desselben Erlasses, eingefügt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 17. Januar 2008 und zuletzt abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 5. April 2023, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° im einleitenden Satz der Paragraphen 1, 2 und 3 wird die Wortfolge "Programmplanung EFRE" jeweils durch die Wortfolge "Programmplanung EFRE/JTF Wallonie 2021-2027" ersetzt;

2° die Paragraphen 1 und 2 wird durch eine Ziffer 5 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"5° über eine DNSH-Bewertung anhand eines von der Verwaltung festgelegten Formulars verfügt oder eine vergleichbare DNSH-Bewertung für das betreffende Investitionsprogramm gemäß den in Paragraph 4/1 vorgesehenen Modalitäten durchgeführt hat. ";

3° es wird ein Paragraph 4/1 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

§ 4/1. Für die Anwendung von Paragraph 1 Ziffer 5 und von Paragraph 2 Ziffer 5 enthält das DNSH-Bewertungsformular die Informationen, anhand derer festgestellt werden kann, dass das Projekt weder direkt noch indirekt eine erhebliche Beeinträchtigung der folgenden von der Europäischen Union festgelegten Umweltziele verursacht:

1° Eindämmung des Klimawandels;

2° Anpassung an den Klimawandel;

3° Nachhaltige Nutzung und der Schutz der Wasser- und Meeresressourcen;

4° Übergang zu einer Kreislaufwirtschaft, einschließlich Abfallvermeidung und Recycling;

5° Vermeidung und Verringerung der Umweltverschmutzung;

6° Schutz und Wiederherstellung der biologischen Vielfalt und der Ökosysteme.

Der Minister kann die Umweltziele, die Gegenstand der in Absatz 1 genannten DNSH-Bewertung sind, näher bestimmen."

**Art. 3** - In denselben Erlass wird ein Artikel *2quater* mit folgender Wortfolge eingefügt:

Art. *2quater* - § 1. Der Minister oder der beauftragte Beamte kann im Rahmen der Ergänzung zur Programmplanung EFRE/JTF Wallonie 2021-2027 Maßnahme 19 eine Investitionsprämie gewähren, die zu sechzig Prozent durch den Haushalt der Wallonischen Region und zu vierzig Prozent durch den EFRE finanziert wird, zugunsten des mittleren Unternehmens, das neben den in Artikel 2 erwähnten Bedingungen die folgenden Bedingungen erfüllt:

1° einen Betriebssitz haben, der sich in den Bezirken Charleroi, Mons oder Tournai befindet;

2° die Beschäftigung erhalten;

3° zum verarbeitenden Industriezweig gehören;

4° ein Investitionsprogramm von mindestens 100.000 Euro durchführen, das hauptsächlich darauf abzielt, den CO<sub>2</sub>-Fußabdruck durch eine rationellere Energienutzung zu verringern oder die Umweltauswirkungen der Produktion durch den Einsatz der besten verfügbaren Umwelttechniken zu reduzieren;

5° über eine DNSH-Bewertung anhand eines von der Verwaltung festgelegten Formulars verfügen oder eine vergleichbare DNSH-Bewertung für das betreffende Investitionsprogramm gemäß den in Artikel *2bis* § 4/1 vorgesehenen Modalitäten durchgeführt haben.

§ 2. Der Minister oder der beauftragte Beamte kann im Rahmen der Ergänzung zur Programmplanung EFRE/JTF Wallonie 2021-2027 Maßnahme 19 eine Investitionsprämie gewähren, die zu sechzig Prozent durch den Haushalt der Wallonischen Region und zu vierzig Prozent durch den EFRE finanziert wird, zugunsten des Kleinunternehmens, das neben den in Artikel 2 erwähnten Bedingungen die folgenden Bedingungen erfüllt:

1° einen Betriebssitz haben, der sich in den Bezirken Charleroi, Mons oder Tournai befindet;

2° die Beschäftigung erhalten;

3° zum verarbeitenden Industriezweig gehören;

4° ein Investitionsprogramm von mindestens 100.000 Euro durchführen, das hauptsächlich darauf abzielt, den CO<sub>2</sub>-Fußabdruck durch eine rationellere Energienutzung zu verringern oder die Umweltauswirkungen der Produktion durch den Einsatz der besten verfügbaren Umwelttechniken zu reduzieren;

5° über eine DNSH-Bewertung anhand eines von der Verwaltung festgelegten Formulars verfügen oder eine vergleichbare DNSH-Bewertung für das betreffende Investitionsprogramm gemäß den in Artikel *2bis* § 4/1 vorgesehenen Modalitäten durchgeführt haben.

§ 3 Die in den Paragraphen 1 Ziffer 1, und 2 Ziffer 1, genannten beihilfefähigen Gebiete in den Bezirken von Charleroi, Mons oder Tournai sind:

1° im Bezirk Charleroi:

a) Aiseau-Presles;

b) Chapelle-lez-Herlaimont;

c) Charleroi;

d) Châtelet;

e) Courcelles;

f) Farciennes;

- g) Fleurus;
- h) Fontaine-l'Evêque;
- i) Gerpinnes;
- j) Les Bons Villers;
- k) Manage;
- l) Montigny-le-Tilleul;
- m) Pont-à-Celles;
- n) Seneffe;
- 2° im Bezirk Mons:
  - a) Boussu;
  - b) Colfontaine;
  - c) Dour;
  - d) Frameries;
  - e) Hensies;
  - f) Honnelles;
  - g) Jurbise;
  - h) Lens;
  - i) Mons;
  - j) Quaregnon;
  - k) Quévy;
  - l) Quiévrain;
  - m) Saint-Ghislain;
- 3° im Bezirk Tournai:
  - a) Antoing;
  - b) Brunnenhaut;
  - c) Celles;
  - d) Estaimpuis;
  - e) Leuze-en-Hainaut;
  - f) Mont-de-l'Enclus;
  - g) Pecq;
  - h) Péruwelz;
  - i) Rumes;
  - j) Tournai.

§ 4. Für die Zwecke der Paragraphen 1 Ziffer 3 und 2 Ziffer 3 bedeutet "verarbeitender Industriezweig" die physikalische oder chemische Umwandlung von Materialien, Stoffen oder Komponenten in neue End- oder Halbfertigprodukte.

§ 5. Die Investition in Bezug auf den Erwerb von Grundstücken ist bis zu zehn Prozent des zulässigen Investitionsprogramms für das Unternehmen, das die Investition durchführt, im Rahmen der Ergänzung zur Programmplanung EFRE/JTF Wallonie 2021-2027 Maßnahme 19 beihilfefähig.

§ 6. Der Minister kann die in den Paragraphen 1 und 2 aufgeführten Bedingungen und Kriterien näher erläutern, um die Kohärenz mit den von der Wallonischen Regierung durchgeführten Regionalpolitiken zu gewährleisten."

**Art. 4** - In Artikel 1 § 1 Absatz 5 desselben Erlasses zuletzt abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 5. April 2023 wird die Wortfolge "Programmplanung EFRE" durch die Wortfolge "Programmplanung EFRE/JTF" ersetzt.

**Art. 5** - In Artikel 10*bis* desselben Erlasses, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 5. April 2023, wird im einleitenden Satz der Paragraphen 1 und 2 die Wortfolge "Programmplanung EFRE" jeweils durch die Wortfolge "Programmplanung EFRE/JTF" ersetzt.

**Art. 6** - In denselben Erlass wird ein Artikel 10*ter* mit folgender Wortfolge eingefügt:

"Art. 10*ter* - § 1. In Abweichung von den Artikeln 8 und 9 wird der Betrag der in Artikel 2*quater* § 1 genannten Investitionsprämie, die dem in Artikel 2*quater* § 1 genannten mittleren Unternehmen gewährt wird und die die Ergänzung zur Programmplanung EFRE-JTF Wallonie 2021-2027 betrifft, gemäß den in Artikel 3 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 1. Dezember 2022 genannten Beihilfeobergrenzen in den Entwicklungsgebieten und außerhalb von Entwicklungsgebieten nach folgenden Sätzen festgelegt:

1° zwanzig Prozent des zulässigen Investitionsprogramms, wenn das mittlere Unternehmen die in Artikel 2*quater* § 1 genannten Kriterien erfüllt und wenn es in einem Entwicklungsgebiet angesiedelt ist;

2° zehn Prozent des zulässigen Investitionsprogramms, wenn das mittlere Unternehmen die in Artikel 2*quater* § 1 genannten Kriterien erfüllt und wenn es außerhalb eines Entwicklungsgebiets angesiedelt ist;

§ 2. In Abweichung von den Artikeln 8 und 9 wird der Betrag der in Artikel 2<sup>quater</sup> § 2 genannten Investitionsprämie, die dem in Artikel 2<sup>quater</sup> § 2 genannten Kleinunternehmen gewährt wird und die die Ergänzung zur Programmplanung EFRE-JFT Wallonie 2021-2027 betrifft, gemäß den in Artikel 3 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 1. Dezember 2022 genannten Beihilfeobergrenzen in den Entwicklungsgebieten und außerhalb von Entwicklungsgebieten nach folgenden Sätzen festgelegt:

1° zwanzig Prozent des zulässigen Investitionsprogramms, wenn das Kleinunternehmen die in Artikel 2<sup>quater</sup> § 2 genannten Kriterien erfüllt und wenn es in einem Entwicklungsgebiet angesiedelt ist;

2° zehn Prozent des zulässigen Investitionsprogramms, wenn das Kleinunternehmen die in Artikel 2<sup>quater</sup> § 2 genannten Kriterien erfüllt und wenn es außerhalb eines Entwicklungsgebiets angesiedelt ist;“.

**Art. 7** - In Artikel 17<sup>bis</sup> desselben Erlasses, eingefügt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 17. Januar 2008 und abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 5. April 2023, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

2° in den Paragraphen 1 und 2 werden im einleitenden Satz jeweils zwischen der Wortfolge “Artikel 2<sup>bis</sup> §§ 1, 2 oder 3” und der Wortfolge “erwähnte Investitionsprämie” die Wortfolge “und in Artikel 2<sup>quater</sup> §§ 1 oder 2” eingefügt;

2° in den Paragraphen 1 und 2 werden im einleitenden Satz jeweils zwischen der Wortfolge “Artikel 10<sup>bis</sup> §§ 1, 2 oder 3” und der Wortfolge “erwähnte Investitionsprämie” die Wortfolge “oder in Artikel 10<sup>ter</sup> §§ 1 oder 2” eingefügt;

**Art. 8** - In Artikel 17<sup>ter</sup> § 5 desselben Erlasses, eingefügt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 17. Januar 2008 eingefügt und zuletzt abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 5. April 2023, wird zwischen der Wortfolge “oder Paragraph 3 Ziffer 1 bis 5” und der Wortfolge “von der ursprünglichen Zielsetzung abweicht” die Wortfolge “oder Artikel 2<sup>quater</sup> §§ 1 oder 2 Ziffer 4,” eingefügt.

**Art. 9** - In denselben Erlass wird ein Artikel 17<sup>quater</sup> mit folgender Wortfolge eingefügt:

Art. 17<sup>quater</sup> - § 1. Was das in Artikel 2<sup>quater</sup> §§ 1 oder 2 erwähnten kleine oder mittlere Unternehmen betrifft, das die in Artikel 10<sup>ter</sup> §§ 1 oder 2 erwähnte Investitionsprämie bezieht und ein zugelassenes Investitionsprogramm in Höhe von weniger als 1.000.000 Euro durchführt, erfolgt die Auszahlung der Investitionsprämie in zwei Tranchen wie folgt:

1° eine erste Tranche, die vierzig Prozent des Betrags der Investitionsprämie entspricht, wenn das kleine oder mittlere Unternehmen den Beweis erbringt, dass es mindestens vierzig Prozent des zugelassenen Investitionsprogramms durchgeführt und bezahlt hat;

2° eine letzte Tranche, die dem Restbetrag der Investitionsprämie entspricht, wenn das kleine oder mittlere Unternehmen den Beweis erbringt, dass es das gesamte zugelassene Investitionsprogramm durchgeführt und bezahlt hat.

§ 2. Was das in Artikel 2<sup>quater</sup> §§ 1 oder 2 erwähnte kleine oder mittlere Unternehmen betrifft, das die in Artikel 10<sup>ter</sup> §§ 1 oder 2 erwähnte Investitionsprämie bezieht und ein zugelassenes Investitionsprogramm in Höhe von mindestens 1.000.000 Euro durchführt, erfolgt die Auszahlung der Investitionsprämie in drei Tranchen wie folgt:

1° eine erste Tranche, die vierzig Prozent des Betrags der Investitionsprämie entspricht, wenn das kleine oder mittlere Unternehmen den Beweis erbringt, dass es mindestens vierzig Prozent des zugelassenen Investitionsprogramms durchgeführt und bezahlt hat;

2° eine zweite Tranche, die dreißig Prozent des Betrags der Investitionsprämie entspricht, wenn das kleine oder mittlere Unternehmen den Beweis erbringt, dass es mindestens siebenzig Prozent des zugelassenen Investitionsprogramms durchgeführt und bezahlt hat;

3° eine letzte Tranche, die dem Restbetrag der Investitionsprämie entspricht, wenn das kleine oder mittlere Unternehmen den Beweis erbringt, dass es das gesamte zugelassene Investitionsprogramm durchgeführt und bezahlt hat.

§ 3. In Abweichung von Artikel 17 § 1, Absatz 1 unterliegt die Auszahlung jeder Tranche der in §§ 1 oder 2 erwähnten Investitionsprämie der Einhaltung der in Artikel 16 Absatz 1 erwähnten Formalitäten.“.

**Art. 10** - Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Wirtschaft gehört, wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 8. Februar 2024

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident  
E. DI RÜPO

Der Minister für Wirtschaft, Außenhandel, Forschung und Innovation, digitale Technologien,  
Städtebau und Raumordnung, Landwirtschaft, das IFAPME und die Kompetenzzentren  
W. BORSUS

## VERTALING

## WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C – 2024/004586]

**8 FEBRUARI 2024. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 6 mei 2004 tot uitvoering van het decreet van 11 maart 2004 betreffende de gewestelijke incentives ten gunste van kleine en middelgrote ondernemingen**

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 11 maart 2004 betreffende de gewestelijke incentives ten gunste van kleine en middelgrote ondernemingen, artikelen 6, eerste lid, 19, eerste lid, en 23, eerste lid;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 6 mei 2004 tot uitvoering van het decreet van 11 maart 2004 betreffende de gewestelijke incentives ten gunste van kleine en middelgrote ondernemingen;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 14 december 2023;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 20 december 2023;

Gelet op het rapport van 13 december 2023, opgemaakt overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op het verzoek om adviesverlening binnen een termijn van dertig dagen, gericht aan de Raad van State, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Overwegende dat de adviesaanvraag is ingeschreven op 22 december 2023 op de rol van de afdeling Wetgeving van de Raad van State onder het nummer 75.206/2;

Gelet op de beslissing van de afdeling Wetgeving van 22 december 2023 om binnen de gevraagde termijn geen advies te verlenen, met toepassing van artikel 84, § 5, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973

Gelet op Verordening (EU) 2021/1060 van het Europees Parlement en de Raad van 24 juni 2021 houdende gemeenschappelijke bepalingen inzake het Europees Fonds voor regionale ontwikkeling, het Europees Sociaal Fonds Plus, het Cohesiefonds, het Fonds voor een rechtvaardige transitie en het Europees Fonds voor maritieme zaken, visserij en aquacultuur en de financiële regels voor die fondsen en voor het Fonds voor asiel, migratie en integratie, het Fonds voor interne veiligheid en het Instrument voor financiële steun voor grensbeheer en visumbeleid;

Gelet op Verordening (EG) nr. 2021/1058 van het Europees Parlement en de Raad van 24 juni 2021 inzake het Europees Fonds voor regionale ontwikkeling en het Cohesiefonds;

Gelet op Verordening (EU) 2021/1056 van het Europees Parlement en de Raad van 24 juni 2021 tot oprichting van het Fonds voor een rechtvaardige transitie;

Gelet op Beschikking C (2022)9908 van de Commissie van 19 december 2022 tot goedkeuring van het E.F.R.O./FTJ Wallonie-programma 2021-2027;

Gelet op de goedkeuring door de Waalse Regering op 6 juli 2023 van de aanvulling op de programmering E.F.R.O./FTJ 2021-2027 voor maatregelen met betrekking tot het Fonds voor een rechtvaardige transitie;

Op de voordracht van de Minister van Economie;

Na beraadslaging,

Besluit :

**Artikel 1.** In artikel 1, eerste lid, van het besluit van de Waalse Regering van 6 mei 2004 tot uitvoering van het decreet van 11 maart 2004 betreffende de gewestelijke incentives ten gunste van kleine en middelgrote ondernemingen, laatstelijk gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 5 april 2023, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° punt 24° wordt vervangen als volgt:

”24° ”aanvulling op de programmering E.F.R.O./FTJ Wallonie 2021-2027”: de uitvoering van maatregel 4 ”Investeringssteun” of maatregel 19 ”Steunregeling voor productieve investeringen van KMO’s die leiden tot hun economische diversificatie, modernisering en omschakeling” van de aanvulling op de programmering EFRO/FTJ Wallonie 2021-2027;”;

2° het lid wordt aangevuld met een punt 30°, luidend als volgt:

”30° ”DNSH-beoordeling”: de analyse die bepaalt dat het project geen aanzienlijke negatieve gevolgen heeft voor het milieu of de samenleving. ”.

**Art. 2.** In artikel 2*bis* van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 17 januari 2008 en voor laatstelijk gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 5 april 2023, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in de inleidende zin van de paragrafen 1, 2 en 3, de woorden ”programmering E.F.R.O.” telkens vervangen door de woorden ”programmering E.F.R.O./FTJ”;

2° de paragrafen 1 en 2 worden aangevuld met een punt 5°, luidend als volgt:

”5° over een DNSH-beoordeling beschikt via een door de administratie vastgesteld formulier of voor het betrokken investeringsprogramma een vergelijkbare DNSH-beoordeling heeft uitgevoerd volgens de modaliteiten bedoeld in paragraaf 4/1. ”;

3° er wordt een paragraaf 4/1 ingevoegd, luidend als volgt:

”§ 4/1. Voor de toepassing van paragraaf 1, 5°, en paragraaf 2, 5°, moet het DNSH-beoordelingsformulier de informatie bevatten die nodig is om vast te stellen dat het project geen directe of indirecte significante schade toebrengt aan de volgende door de Europese Unie gedefinieerde milieudoelstellingen:

1° de beperking van de klimaatverandering;

2° de aanpassing van de klimaatverandering;

3° het duurzaam gebruik en de bescherming van aquatische en mariene hulpbronnen;

4° de overgang naar een circulaire economie, met inbegrip van afvalpreventie en recycling;

5° de preventie en de vermindering van verontreiniging;



6° de bescherming en het herstel van biodiversiteit en ecosystemen.

De Minister kan de milieudoelstellingen die onderworpen zijn aan een DNSH-beoordeling als bedoeld in het eerste lid specificeren. ”.

**Art. 3.** In hetzelfde besluit wordt een artikel *2quater* ingevoegd, luidend als volgt:

”Art. 2 quater. § 1. De Minister of de gemachtigd ambtenaar kan een investeringspremie die voor zestig procent gefinancierd wordt door de begroting van het Waalse Gewest en voor veertig procent door het E.F.R.O. in het kader van de aanvulling op de programmering EFRO/FTJ Wallonie 2021-2027 aanvullingsmaatregel 19 toekennen aan de middelgrote onderneming die, bovenop de voorwaarden bedoeld in artikel 2, voldoet aan de volgende voorwaarden:

1° ze heeft een bedrijfszetel, gelegen in de arrondissementen van Charleroi, Bergen of Doornik;

2° ze behoudt de werkgelegenheid;

3° ze behoort tot de industriector;

4° ze voert een investeringsprogramma uit van ten minste € 100.000, met als hoofddoel de koolstofvoetafdruk te verkleinen door rationeler om te gaan met energie of de milieu-impact van de productie te verminderen door gebruik te maken van de best beschikbare milieutechnieken;

5° ze beschikt over een DNSH-beoordeling via een door de administratie vastgesteld formulier of heeft een vergelijkbare DNSH-beoordeling uitgevoerd voor het betrokken investeringsprogramma overeenkomstig de modaliteiten bedoeld in artikel *2bis*, § 4/1.

§ 2. De Minister of de gemachtigd ambtenaar kan een investeringspremie die voor zestig procent gefinancierd wordt door de begroting van het Waalse Gewest en voor veertig procent door het E.F.R.O. in het kader van de aanvulling op de programmering E.F.R.O/FTJ Wallonie 2021-2027 aanvullingsmaatregel 19 toekennen aan de kleine onderneming die, bovenop de voorwaarden bedoeld in artikel 2, voldoet aan de volgende voorwaarden:

1° ze heeft een bedrijfszetel, gelegen in de arrondissementen van Charleroi, Bergen of Doornik;

2° ze behoudt de werkgelegenheid;

3° ze behoort tot de industriector;

4° ze voert een investeringsprogramma uit van ten minste € 100.000, met als hoofddoel de koolstofvoetafdruk te verkleinen door rationeler om te gaan met energie of de milieu-impact van de productie te verminderen door gebruik te maken van de best beschikbare milieutechnieken;

5° ze beschikt over een DNSH-beoordeling via een door de administratie vastgesteld formulier of heeft een vergelijkbare DNSH-beoordeling uitgevoerd voor het betrokken investeringsprogramma overeenkomstig de modaliteiten bedoeld in artikel *2bis*, § 4/1.

§ 3 De in aanmerking komende zones in de arrondissementen Charleroi, Bergen of Doornik bedoeld in de paragrafen 1, 1°, en 2, 1°, zijn:

1° in het arrondissement Charleroi:

a) Aiseau-Presles ;

b) Chapelle-lez-Herlaimont ;

c) Charleroi ;

d) Châtelet ;

e) Courcelles ;

f) Farciennes ;

g) Fleurus ;

h) Fontaine-l'Évêque ;

i) Gerpinnes ;

j) Les Bons Villers ;

k) Manage ;

l) Montigny-le-Tilleul ;

m) Pont-à-Celles ;

n) Seneffe ;

2° in het arrondissement Bergen :

a) Boussu ;

b) Colfontaine ;

c) Dour ;

d) Frameries ;

e) Hensies ;

f) Honnelles ;

g) Jurbeke ;

h) Lens ;

i) Bergen ;

j) Quaregnon ;

k) Quévy ;

l) Quiévrain ;

m) Saint-Ghislain ;

3° in het arrondissement Doornik :

- a) Antoing ;
- b) Brunehaut ;
- c) Celles ;
- d) Estaimpuis ;
- e) Leuze-en-Hainaut ;
- f) Mont-de-l'Enclus ;
- g) Pecq ;
- h) Péruwelz ;
- i) Rumes ;
- j) Doornik.

§ 4. Voor de toepassing van paragraaf 1, 3°, en paragraaf 2, 3°, wordt onder "de sector van de verwerkende industrie" verstaan de fysische of chemische verwerking van materialen, stoffen of onderdelen tot nieuwe afgewerkte producten of halffabrikaten.

§ 5. De investering met betrekking tot de aankoop van grond is subsidiabel tot een maximum van tien procent van het investeringsprogramma dat subsidiabel is voor de onderneming die de investering doet in het kader van de aanvulling op de programmering EFRO/FJT Wallonie 2021-2027 maatregel 19.

§ 6. De Minister kan de voorwaarden en criteria vermeld in de paragrafen 1 en 2 preciseren om de samenhang met het door de Waalse Regering gevoerde gewestelijke beleid te garanderen. "

**Art. 4.** In artikel 6, eerste lid, 2°, van hetzelfde Wetboek, laatstelijk gewijzigd bij het decreet van 5 april 2023, worden de woorden "programmering E.F.R.O. " vervangen door de woorden "programmering E.F.R.O./FTJ";

**Art. 5.** In artikel 10bis van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 5 april 2023, worden, in de inleidende zin van de paragrafen 1 en 2, de woorden "programmering E.F.R.O." telkens vervangen door de woorden "programmering E.F.R.O./FTJ".

**Art. 6.** In hetzelfde besluit wordt een artikel 10ter ingevoegd, luidend als volgt:

"Art. 10ter. § 1. In afwijking van de artikelen 8 en 9 wordt het bedrag van de investeringspremie bedoeld in artikel 2quater, § 1, die toegekend is aan de middelgrote onderneming bedoeld in artikel 2quater, § 1, en die betrekking heeft op de aanvulling op de programmering "EFRO-FTJ Wallonie 2021-2027", overeenkomstig de maximumbedragen in ontwikkelingsgebieden en buiten de ontwikkelingsgebieden bedoeld in artikel 3 van het besluit van de Waalse Regering van 1 december 2022, bepaald volgens de volgende percentages:

1° twintig procent van het in aanmerking komende investeringsprogramma indien de middelgrote onderneming voldoet aan de criteria bedoeld in artikel 2quater, § 1, en indien zij gevestigd is in een ontwikkelingsgebied;

2° twintig procent van het in aanmerking komende investeringsprogramma indien de middelgrote onderneming voldoet aan de criteria bedoeld in artikel 2quater, § 1, en indien zij gevestigd is in een ontwikkelingsgebied;

§ 2. In afwijking van de artikelen 8 en 9 wordt het bedrag van de investeringspremie bedoeld in artikel 2quater, § 2, die toegekend is aan de kleine onderneming bedoeld in artikel 2quater, § 2, en die betrekking heeft op de aanvulling op de programmering "EFRO-FTJ Wallonie 2021-2027", overeenkomstig de maximumbedragen in ontwikkelingsgebieden en buiten de ontwikkelingsgebieden bedoeld in artikel 3 van het besluit van de Waalse Regering van 1 december 2022, bepaald volgens de volgende percentages:

1° twintig procent van het in aanmerking komende investeringsprogramma indien de kleine onderneming voldoet aan de criteria bedoeld in artikel 2quater, § 2, en indien zij gevestigd is in een ontwikkelingsgebied;

2° twintig procent van het in aanmerking komende investeringsprogramma als de kleine onderneming voldoet aan de criteria, vermeld in artikel 2quater, § 2, en gevestigd is buiten een ontwikkelingszone. "

**Art. 7.** In artikel 17bis van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 17 januari 2008 en bij het besluit van de Waalse Regering van 5 april 2023, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 1 en paragraaf 2 worden, in de inleidende zin, de woorden "en in artikel 2 quater, §§ 1 of 2" telkens ingevoegd tussen de woorden "bedoeld in artikel 2bis, §§ 1, 2 of 3," en de woorden "die in aanmerking komt";

2° in de §§ 1 en 2 worden, in de inleidende zin, de woorden "of in artikel 10ter, §§ 1 of 2" telkens ingevoegd tussen de woorden "bedoeld in artikel 10bis, §§ 1 of 2" en de woorden "en die een toegelaten".

**Art. 8.** In artikel 17ter, § 5, van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 17 januari 2008 en laatstelijk gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 5 april 2023, worden de woorden "of in artikel 2quater, §§ 1 of 2, 4°," ingevoegd tussen de woorden "of in § 3, 1° tot 5°," en de woorden "afwijkt van de oorspronkelijke".

**Art. 9.** In hetzelfde Wetboek wordt een artikel 17quater ingevoegd, luidend als volgt:

"Art. 17quater. § 1. Wat betreft de middelgrote of de kleine onderneming, bedoeld in artikel 2quater, §§ 1, 2 of 2, die in aanmerking komt voor de investeringspremie bedoeld in artikel 10ter, §§ 1 of 2 en die een toegelaten investeringsprogramma uitvoert met een bedrag lager dan één miljoen euro, wordt de investeringspremie in twee schijven uitbetaald, als volgt:

1° een eerste schijf die 40% vertegenwoordigt van het bedrag van de investeringspremie als de middelgrote of de kleine onderneming het bewijs levert dat zij minstens 40% van het toegelaten investeringsprogramma uitgevoerd en betaald heeft;

2° een laatste schijf die het saldo van de investeringspremie vertegenwoordigt als de middelgrote of de kleine onderneming het bewijs levert dat zij het gehele toegelaten investeringsprogramma uitgevoerd en betaald heeft.

§ 2. Wat betreft de middelgrote of de kleine onderneming, bedoeld in artikel 2<sup>quater</sup>, §§ 1, 2 of 2, die in aanmerking komt voor de investeringspremie bedoeld in artikel 10<sup>ter</sup>, §§ 1 of 2 en die een toegelaten investeringsprogramma uitvoert met een bedrag van één miljoen euro en meer, wordt de investeringspremie in drie schijven uitbetaald, als volgt:

1° een eerste schijf die 40% vertegenwoordigt van het bedrag van de investeringspremie als de middelgrote of de kleine onderneming het bewijs levert dat zij minstens 40% van het toegelaten investeringsprogramma uitgevoerd en betaald heeft;

2° een tweede schijf die 30% vertegenwoordigt van het bedrag van de investeringspremie als de middelgrote of de kleine onderneming het bewijs levert dat zij minstens 70% van het toegelaten investeringsprogramma uitgevoerd en betaald heeft;

3° een laatste schijf die het saldo van de investeringspremie vertegenwoordigt als de middelgrote of de kleine onderneming het bewijs levert dat zij het gehele toegelaten investeringsprogramma uitgevoerd en betaald heeft.

§ 3. In afwijking van artikel 17, § 1, lid 1, wordt de uitbetaling van elke schijf van de investeringspremie bedoeld in §§ 1 of 2 ondergeschikt gemaakt aan de naleving van de formaliteiten bedoeld in artikel 16, lid 1. ”.

**Art. 10.** De Minister bevoegd voor Economie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 8 februari 2024.

Voor de Regering:

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Minister van Economie, Buitenlandse Handel, Onderzoek, Innovatie, Digitale Technologieën,  
Ruimtelijke Ordening, Landbouw, het "IFAPME", en de Vaardigheidscentra,  
W. BORSUS

## BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST — REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

### BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

[C – 2024/004157]

25 APRIL 2024. — Ordonnantie tot wijziging van het Wetboek van de met inkomstenbelastingen gelijkgestelde belastingen met betrekking tot het fiscaal regime dat van toepassing is op voertuigen van het type "pick-up" en tot indexering van de belasting op de inverkeerstelling (1)

Het Brusselse Hoofdstedelijke Parlement heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen, hetgeen volgt :

**Artikel 1.** Deze ordonnantie regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 39 van de Grondwet.

**Art. 2.** In artikel 4, § 2, van het Wetboek van de met inkomstenbelastingen gelijkgestelde belastingen, ingevoegd bij de ordonnantie van 16 februari 2006, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° de bepaling onder *a)* wordt aangevuld met de woorden ", die, tenzij de belastingplichtige een vennootschap, een autonoom overheidsbedrijf of een vereniging zonder winstgevend doel met leasingactiviteiten is, is ingeschreven of moet ingeschreven zijn ofwel op naam van een natuurlijke persoon als bedoeld in artikel I.1, eerste lid, 1°, (a), van het Wetboek van economisch recht en ingeschreven in de Kruispuntbank van Ondernemingen conform artikel III.17, van het voormelde Wetboek, ofwel op naam van een rechtspersoon";

2° de bepaling onder *b)* wordt aangevuld met de woorden ", die, tenzij de belastingplichtige een vennootschap, een autonoom overheidsbedrijf of een vereniging zonder winstgevend doel met leasingactiviteiten is, is ingeschreven of moet ingeschreven zijn ofwel op naam van een natuurlijke persoon als bedoeld in artikel I.1, eerste lid, 1°, (a), van het Wetboek van economisch recht en ingeschreven in de Kruispuntbank van Ondernemingen conform artikel III.17, van het voormelde Wetboek, ofwel op naam van een rechtspersoon".

**Art. 3.** In Titel V, Hoofdstuk IV, van hetzelfde Wetboek wordt een artikel 98<sup>bis</sup> ingevoegd, luidende:

«Art. 98<sup>bis</sup>. Tenzij de belastingplichtige een vennootschap, een autonoom overheidsbedrijf of een vereniging zonder winstgevend doel met leasingactiviteiten is, zijn de bedragen van de belasting, vermeld in artikel 98, § 1, § 1<sup>bis</sup>, derde lid, en § 2, tweede, derde en vijfde lid, gekoppeld aan de schommelingen van het algemene indexcijfer der consumptieprijzen van het Rijk. De aanpassing van de belastingbedragen wordt uitgevoerd op 1 juli van elk jaar op grond van de schommelingen van het algemeen indexcijfer der consumptieprijzen vastgesteld tussen de maand mei van het jaar 2019 en de maand mei van het lopende jaar.".

**Art. 4.** Artikel 2 is van toepassing op voertuigen die vanaf 1 januari 2025 worden ingeschreven of ingeschreven moeten zijn.

### REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

[C – 2024/004157]

25 AVRIL 2024. — Ordonnance modifiant le Code des taxes assimilées aux impôts sur les revenus en ce qui concerne le régime fiscal applicable aux véhicules de type «pick-up» et portant indexation de la taxe de mise en circulation (1)

Le Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>.** La présente ordonnance règle une matière visée à l'article 39 de la Constitution.

**Art. 2.** Dans l'article 4, § 2, du Code des taxes assimilées aux impôts sur les revenus, inséré par l'ordonnance du 16 février 2006, les modifications suivantes sont apportées:

1° le *a)* est complété par les mots «, qui, sauf lorsque le contribuable est une société, une entreprise publique autonome ou une association sans but lucratif à activités de leasing, est immatriculé ou doit être immatriculé soit au nom d'une personne physique visée à l'article I.1., 1°, (a), du Code de droit économique et enregistrée conformément à l'article III.17, dudit code, soit au nom d'une personne morale»;

2° le *b)* est complété par les mots «, qui, sauf lorsque le contribuable est une société, une entreprise publique autonome ou une association sans but lucratif à activités de leasing, est immatriculé ou doit être immatriculé soit au nom d'une personne physique visée à l'article I.1., 1°, (a), du Code de droit économique et enregistrée conformément à l'article III.17, dudit code, soit au nom d'une personne morale».

**Art. 3.** Dans le Titre V, Chapitre IV, du même Code, il est inséré un article 98<sup>bis</sup>, rédigé comme suit:

«Art. 98<sup>bis</sup>. Sauf lorsque le contribuable est une société, une entreprise publique autonome ou une association sans but lucratif à activités de leasing, les montants de la taxe visés à l'article 98, § 1<sup>er</sup>, § 1<sup>er bis</sup>, alinéa 3, et § 2, alinéas 2, 3 et 5, sont liés aux fluctuations de l'indice général des prix à la consommation du Royaume. L'adaptation des montants de la taxe est réalisée le 1<sup>er</sup> juillet de chaque année en fonction des modifications intervenues dans l'indice général des prix à la consommation entre le mois de mai de l'année 2019 et celui de l'année en cours.».

**Art. 4.** L'article 2 s'applique aux véhicules qui sont immatriculés ou qui doivent être immatriculés à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2025.